

## La nourriture gratuite pour tous

*La campagne avait été rude, mais ils avaient gagné : l'initiative populaire lancée par le parti socialiste appuyé par le parti populaire des familles et l'association des boulimiques dans le besoin, réclamant une assurance nourriture obligatoire, complément logique à l'assurance maladie obligatoire, avait abouti contre toute attente, malgré la campagne énergique que l'association de défense des anorexiques avait menée contre cette initiative. Ce nouveau droit avait donc été inscrit dans la Constitution et les textes d'application, laborieusement rédigés, avaient permis de mettre sur pied tout le système.*

*Cette initiative, la première d'une série d'autres qui devraient inclure aussi l'assurance pour le logement gratuit, l'assurance pour transport gratuit et l'assurance pour les loisirs gratuits, était, aux yeux des initiants, le premier pas vers l'avènement d'une société nouvelle, heureuse et égalitaire. Mais pour l'instant seule l'initiative sur l'assurance nourriture pour tous avait abouti.*

*Cela faisait maintenant trois ans que le système fonctionnait. Le principe semblait simple. Il suffit donc au consommateur d'introduire sa carte d'ayant droit dans la fente destinée à cet usage auprès de l'appareil de contrôle chargé d'établir les statistiques des produits consommés. Les dépenses de nourriture étaient remboursées à 90% par l'assurance, le 10% restant, sorte de tiers payant, restait à la charge du consommateur et lui était facturé ultérieurement.*

*Les supermarchés rivalisaient d'initiatives les plus diverses pour contenter les assurés. À la COOP, par exemple, des conseillers guidaient les clients vers les étalages. Ils persuadaient certains acheteurs hésitants, dont ils interprétaient l'hésitation comme un début de dépression, de suivre un petit régime fortifiant : un peu de caviar pour se mettre en appétit, une belle entrecôte pour leur tonus et une bonne bouteille de bordeaux pour bien faire passer le tout. Ils encourageaient les maigrichonnes à manger davantage en leur décrivant le plaisir qu'ont les hommes à se raccrocher à quelques petits bourrelets séduisants. D'autres supermarchés organisaient des dégustations de produits nouveaux afin de susciter la curiosité gustative des clients sans imagination. Bref, le secteur de la distribution alimentaire se portait bien. Par ailleurs, on avait supprimé l'affichage des prix pour ne pas trop culpabiliser les clients.*

*Les campagnes publicitaires misaient maintenant sur des images de femmes bien enveloppées et les grands couturiers mettaient en valeur les poitrines débordantes et les arrière-trains confortables. Bref, les femmes de Rubens avaient retrouvé la cote et les obèses n'encourraient plus les regards réprobateurs des passants.*

*Mais voilà, à ce régime-là l'assurance nourriture courrait gaillardement à la faillite. Il avait fallu augmenter déjà deux fois les primes d'assurance. Certains parlementaires parlaient d'augmenter de trois points la TVA pour financer ces dépenses d'alimentation. On les accusait alors de faire le jeu des patrons qui s'opposait à voir leur part de cotisation augmenter en prétendant que de nouvelles charges sur le travail conduiraient inéluctablement vers une augmentation du chômage.*

*Par ailleurs, parmi la population écrasée par des prélèvements toujours plus lourds des impôts directs, de la TVA, de l'assurance maladie, de l'assurance nourriture, des prélèvements obligatoires pour les caisses de pension, de chômage, d'invalidité, de taxes sur le tabac, sur l'alcool, sur l'essence, de plus en plus de gens peinaient à payer leur cotisation d'assurance nourriture. Les caisses d'assurance avaient pris la décision de ne plus rembourser les supermarchés et ces derniers refusaient de servir les mauvais payeurs. On*

*avait donc organisé à nouveau les soupes populaires et les distributions de colis de survie aux plus défavorisés.*

*Malheureusement, c'est ici que je me suis réveillé et mon rêve interrompu ne m'a pas permis de savoir comment tout ce système allait évoluer !*

*Mais une chose est bien certaine : dans un système, lorsque la dépense et les tarifs sont décidés par le vendeur et non l'acheteur, plus rien n'est contrôlable ! Les ministres de la santé devraient en prendre conscience !*